

CINQUANTENAIRE DE LA FIN DE LA GUERRE CIVILE

ALBERT VILADOT JOURNALISTE

En janvier dernier, il y avait cinquante ans que les troupes du général Franco avaient occupé militairement la Catalogne. On vient donc de célébrer le cinquantenaire de la fin de la guerre civile en Catalogne, guerre dont les conséquences furent presque curieuses. Entretien dans les esprits jour après jour pendant quarante ans par le régime dictatorial de Franco qui s'appuyait sur cette victoire militaire, curieusement — comme nous le disions — le lendemain ou presque de la mort du général, elle passa dans l'oubli le plus absolu, au point que les nouvelles générations formées durant les dernières années de démocratie ne savent rien à son sujet. Une position intermédiaire serait peut-être plus correcte, vu que les faits historiques ne doivent jamais être amplifiés pas plus qu'ils ne doivent être oubliés, surtout s'ils entraînent des conséquences comme celles qui surgirent du conflit armé ayant eu lieu entre 1936 et 1939.

La guerre eut un fort composant de Croisade anticatalane. Ce fut une guerre contre le système démocratique-libéral républicain, mais aussi une guerre anti-ouvrière et contre les faits nationaux de Catalogne et du Pays Basque. Aux courants libéraux et décentralisateurs, la droite espagnole ne put qu'opposer la force militaire, car pendant les années 30 elle avait été incapable d'y opposer une idéologie et une pratique qui fussent légitimées par la majorité de la population. Le retard économique et les profondes injustices sociales (quasi de caractère féodal) rendaient difficile voire impossible la formation d'un bloc social qui fût à la fois modéré et ouvert sur l'avenir, capable de maintenir des minimums de convivialité politique. Ce bloc social réformateur est celui qui construisit les systèmes démocratiques européens, avec les nuances propres à chaque pays. En Espagne, la faiblesse congénitale des classes dominantes et leur lourdeur mentale ancrée dans des mythologies ancestrales firent que seule l'armée pouvait garantir qu'une minorité conservât ses privilèges sociaux et idéologiques. Une alliance fut conclue entre les propriétaires terriens, l'armée, les hauts fonctionnaires et le clergé pour déclencher une guerre destinée uniquement à mettre fin à une situation qui devenait de leur point de vue chaque jour plus insoutenable.

En Catalogne, tout était radicalement différent. Il y avait une bourgeoisie conservatrice mais entreprenante et habituée au système démocratique. Le rôle de l'armée et des hauts fonctionnaires n'était pas indispensable à la société et la hiérarchie ecclésiastique entrait dans le courant catalaniste et le plus avancé de l'Europe du moment. Il est vrai que certains secteurs de la société catalane appuyaient Franco, mais ils étaient en minorité.



Lorsque l'armée franquiste entra en Catalogne, elle se qualifia elle-même de "force d'occupation". Ce n'était pas les forces républicaines qui parlaient d'occupation ; c'était l'armée elle-même qui était convaincue qu'elle occupait une "terre ennemie". En fait, les troupes de Franco étaient entrées en territoire catalan dès avril 1938. Elles y étaient venues par Lleida à l'ouest du pays. Bref, la première chose

que firent les autorités franquistes fut d'abolir le statut d'autonomie que le peuple catalan s'était démocratiquement donné quatre ans plus tôt. Une telle mesure politique laissait déjà entrevoir l'attitude du nouveau régime à l'égard de la particularité catalane.

L'offensive finale contre la Catalogne eut lieu en janvier 1939. Le 15 janvier, ils occupèrent Tarragone, la capitale du sud. Le 26 du même mois, ils entrèrent à Barcelone ; le 10 février ils atteignaient la frontière française, où ils hissèrent le drapeau du nouvel Etat. L'occupation de la Catalogne fut un jeu d'enfant. Il n'y eut aucune résistance véritable, pas même à Barcelone, la deuxième ville d'Espagne. C'était le prélude de la fin de la guerre. Ce mois de janvier, cette promenade, dénotait déjà l'état dans lequel se trouvait la Catalogne : littéralement effondrée, non seulement du point de vue économique, mais aussi moralement. Rien ni personne n'offrait le moindre signe d'espérance. Les dirigeants politiques et syndicaux de toutes les tendances étaient ou morts, ou partis en exil ou emprisonnés. Les intellectuels, dont un grand nombre étaient réputés dans toute l'Europe, se trouvaient dans la même situation. Et la société civile, tout comme la structure sociale qui s'était forgée pendant quarante ans, disparut. Ce mois de janvier 1939, la déstructuration sociale était totale. Ce mois représente une coupure extrêmement profonde au sein de la société catalane au point qu'il existe clairement un avant et un après ce mois. Un système et des codes de relation furent engloutis et remplacés par d'autres où la singularité nationale de la Catalogne était non seulement marginalisée mais radicalement persécutée et punie jusqu'à des limites qui aujourd'hui semblent ridicules. Le mois de janvier 1939 est une tentative de génocide national reposant sur le génocide culturel. La longue dictature franquiste le rendit en partie possible.

Malgré la fantastique résurgence du patriotisme catalan après la mort de Franco, il est encore de nombreux secteurs qui ne sont pas du tout sûrs qu'à la longue, bien que la situation politique actuelle soit plus favorable, cette tentative de génocide ne réapparaisse pas. Ce mois de janvier 1939 ne fut pas seulement une victoire ou une défaite militaire. Il fut beaucoup plus que cela...